

ECO CAMPUS DU BATIMENT GRAND PARIS

2, allée Jules Graveraux

94400 VITRY-SUR-SEINE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

ECO CAMPUS DU BATIMENT GRAND PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 2, allée Jules Gravereaux

94400 VITRY-SUR-SEINE

RCS PARIS 799 055 546

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2024

Aux Adhérents,

- **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECO CAMPUS DU BATIMENT GRAND PARIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de cet exercice.

- **Fondement de l'opinion**

- **Référentiel d'audit :**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance :**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

- **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

- **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ECO CAMPUS DU BATIMENT GRAND PARIS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

- **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 mai 2025

CABINET AUDITEC
représenté par Ghislain HERY
Commissaire aux comptes



AUDITEC
EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
21, boulevard Poissonnière - 75002 PARIS
SIRET : 305 587 628 00036 - APE : 6920Z
Tél. : 01 53 40 53 40

Page 4 sur 4

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	86 022	72 157	13 865	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	4 880 196	1 345 614	3 534 582	1 289 663
	Autres immobilisations corporelles	4 251 899	649 821	3 602 077	797 394
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	11 776		11 776	1 960 706
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	4 825		4 825	100
	Créances rattachées à des participations	23 896 038		23 896 038	23 758 740
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts	39 724		39 724	39 724
	Autres immobilisations financières	218		218	98
	TOTAL (I)	33 170 698	2 067 593	31 103 106	27 846 425
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	25 007		25 007	
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	2 736 858	279 778	2 457 079	2 032 113
	Autres créances	707 568		707 568	663 007
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	700 844		700 844	460
	DISPONIBILITES	698 863		698 863	1 850 767
	Charges constatées d'avance	92 159		92 159	92 486
	TOTAL (II)	4 961 299	279 778	4 681 520	4 638 833
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL ACTIF (I à VI)	38 131 997	2 347 371	35 784 626	32 485 258
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			218	98
	(3) dont à plus d'un an			20 106	20 106
	ENGAGEMENTS RECUS				
	Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents				
	Dons en nature restant à vendre				
	- autorisés par l'organisme de tutelle				

Bilan Passif

31/12/2024

31/12/2023

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	1 341 398	1 053 604
	Résultat de l'exercice	807 452	287 795
	Total des fonds propres	2 148 850	1 341 398
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds dédiés	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	21 396 238	22 240 936
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	21 396 238	22 240 936
	Total des fonds associatifs	23 545 088	23 582 334
Provisions	Provisions pour risques	1 527 059	1 215 059
	Provisions pour charges	92 732	154 913
	Total des provisions	1 619 791	1 369 972
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
DETTES (1)	Total des fonds dédiés		
	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 889 285	1 673
	Emprunts et dettes financières divers	4 000 000	4 000 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 759 773	2 266 944
	Dettes fiscales et sociales	871 830	1 152 814
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	125 124	91 145
	Produits constatés d'avance	973 735	20 376
	Total des dettes	10 619 747	7 532 952
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	35 784 626	32 485 258
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	807 452,39	287 794,50
	(1) Dont à moins d'un an	3 983 506	3 532 952
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 265	1 673

ENGAGEMENTS DONNES

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	7 596 567	7 536 507
	Productions stockée		
	Production immobilisée	165 222	140 416
	Subventions d'exploitation	2 482 671	866 297
	Dons	106 360	
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	8 777	299
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	128 264	65 942
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation		10 487 861	8 609 461
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	285 627	190 051
	Variation de stock	(25 007)	3 958
	Autres achats et charges externes	4 943 088	4 557 394
	Impôts, taxes et versements assimilés	195 551	144 528
	Rémunération du personnel	2 497 950	2 364 605
	Charges sociales	1 110 265	1 076 239
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	958 818	546 252
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	3 641	2 852
	Total des charges d'exploitation	9 969 934	8 885 878
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		517 928	(276 417)
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		4
	Intérêts et produits financiers	796 478	661 407
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	71 337	
2 - RESULTAT FINANCIER		725 142	661 411
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		1 243 069	384 994
	Produits exceptionnels	69 542	1 419 840
	Charges exceptionnelles	314 216	1 358 302
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(244 674)	61 538
	Impôts sur les sociétés	190 943	158 738
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	11 353 882	10 690 712
	TOTAL DES CHARGES	10 546 430	10 402 918
EXCEDENT ou DEFICIT		807 452	287 795
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ils ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier les règlements de l'Autorité des Normes Comptables rappelés ci-dessous :

- Règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels,
- Règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n° 202-08 qui est venu le compléter.

Le bilan de l'exercice présente un total de **35 784 626** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 353 882** euros et un total **charges** de **10 546 430** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **807 452** euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Présentation de l'activité

L'Association « Eco-Campus du Bâtiment - Grand Paris » a été créée le 13 Juillet 2013 à l'initiative de la Chambre Syndicale des Entreprises d'Équipement Électrique (CSEEE), le Syndicat des Entreprises de Génie Climatique et de Couverture Plomberie (GCCP), de la Fédération Compagnonnique des Métiers du Bâtiment (FCMB) et de la Fédération Française du Bâtiment Grand Paris (FFB Grand Paris).

Elle a pour objet l'organisation, la promotion et la mise en œuvre du projet Eco-Campus du Bâtiment à Vitry sur Seine et, à ce titre, elle a la gestion et la coordination de l'Organisme Gestionnaire.

Le 21 février 2017, la Fédération Compagnonnique des Métiers du Bâtiment (FCMB) quitte l'Association pour se concentrer sur d'autres projets internes. Le 23 Mai 2019, Le Groupement des Entrepreneurs Spécialisés dans le Traitement et l'Embellissement des Surfaces (GESTES) rejoint l'Association en qualité de membre suite à leur intégration dans le projet.

L'Eco-Campus du Bâtiment - Grand Paris a pour vocation d'accueillir et de former les hommes et les femmes dans les métiers du Bâtiment et répondre ainsi aux besoins des entreprises ainsi qu'aux exigences dans le domaine de la construction. Pour se faire, la FFB Grand Paris et les Chambres

Règles et méthodes comptables

Syndicales ont souhaité favoriser la rencontre et l'interface entre les métiers en rassemblant ses CFA dans un même lieu de vie et de transmission. Pour y parvenir, les Chambres Syndicales, appuyés par les financeurs publics, ont rassemblé leur moyens et leurs compétences pour imaginer et construire le Centre de Formation de demain.

L'achèvement des travaux de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris a eu lieu le 8 août 2022.

La première rentrée scolaire pour les élèves a eu lieu en septembre 2022.

L'exercice 2024 a été marqué par la mise en service d'investissements pédagogiques initiés en 2023. Ceux-ci sont financés par subventions et par l'obtention d'un emprunt de 3.000.000 euros auprès de la BTP BANQUE.

Ces investissements pédagogiques, mis en service à la rentrée scolaire 2024, portent essentiellement sur :

- Matériels pédagogiques Pôle Electricité : 815.355 euros,
- Plateformes et matériels pédagogiques Pôle Couverture Plomberie : 4.488.178 euros.

Au titre du mécénat, l'Eco-Campus du Bâtiment - Grand Paris a reçu de ses mécènes des matériels pédagogiques et fournitures de formation à hauteur de 401.381 euros au cours de l'exercice 2024.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 05 ans
Matériel et outillage	de 05 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 05 à 20 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	10 ans

Règles et méthodes comptables

Immobilisations financières

La valeur des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, directement imputable à l'acquisition.

Valeurs mobilières de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dépréciations apparaissent éventuellement sur certains titres et elles ont été constatées sous forme de provision.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Stocks et en cours

Les stocks ont été évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Les matières ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisées quant à leur objet entraînent la constitution de provisions dans la mesure où les événements connus lors de l'établissement des comptes rendent probable leur réalisation future.

Règles et méthodes comptables

Le poste "provisions pour risques et charges" comprend :

- Une provision au titre de litiges prud'homaux de 227.059 euros,
- Une provision pour litige relatif à la construction de l'ensemble immobilier de Vitry-sur-Seine à hauteur de 1.300.000 euros.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Evènements potérieurs à la clôture

Néant.

Engagements pris en matière de pensions, retraites, et engagements assimilés

Les engagements au titre de l'indemnité de fin de carrière de la société ont fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2024 et s'élèvent à 127.717 euros.

Principales caractéristiques retenues :

- Age de départ en retraite : 64 ans,
- Evolution des salaires : 1.5%,
- Taux d'actualisation : 3,15%,
- Taux de charges sociales : 50% cadre, 50% non cadre.

Cet engagement est partiellement couvert par une provision en comptabilité de 92.732 euros au 31 décembre 2024.

Cette provision est issue de l'apport partiel d'actifs de la Chambre d'Apprentissage de l'Electricité, qui appliquait la méthode préférentielle en matière d'engagements retraite. Elle est reprise au gré de son utilisation et du départ des salariés qui la composent.

En conséquence, la reprise de provision sur l'exercice 2024 s'élève à 31.477 euros.

Informations sur le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de - 244.674 euros se décompose de la manière suivante :

Les produits exceptionnels sont constitués principalement de dettes non appelées par les fournisseurs et soldées à hauteur de 66.717 euros.

Les charges exceptionnelles sont constituées principalement d'une provision pour litige prud'hommal à hauteur de 12.000 euros et d'une provision pour litige lié à la construction de l'ensemble immobilier de Vitry-sur-Seine à hauteur de 300.000 euros.

Règles et méthodes comptables

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

L'association Eco-Campus est assujettie à l'impôt sur les sociétés au taux de 24% sur ses produits financiers.

Montant des produits financiers 2024 = 795.595 euros.

Impôt sur les produits financiers 2024 = $795.595 \text{ euros} \times 24\% = 190.943 \text{ euros}$.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	71 372	14 651		86 022
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 372	14 651		86 022
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	25 920		25 920	
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 190 541	2 689 655		4 880 196
	Instal., agencement, aménagement divers	8 977	2 999 248		3 008 225
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 158 695	84 979		1 243 674
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	1 960 706	827 131	2 776 060	11 776
FINANCIERES	Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 344 839	6 601 012	2 801 980	9 143 871
	Participations évaluées en équivalence				
FINANCIERES	Autres participations	23 758 840	142 024		23 900 863
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	39 822	120		39 942
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	23 798 662	142 144		23 940 805
TOTAL		29 214 872	6 757 806	2 801 980	33 170 698

Amortissements

INCORPORELLES

CORPORELLES

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	71 371	786		72 157
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 371	786		72 157
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement	25 920	(25 920)		
Instal technique, matériel outillage industriels	900 878	444 737		1 345 614
Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 522	66 446		67 968
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	368 756	213 097		581 853
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 297 076	698 360		1 995 436
TOTAL	1 368 447	699 145		2 067 593

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges	1 215 059	312 000		1 527 059
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	124 209		31 477	92 732
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	30 703		30 703	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 369 972	312 000	62 181	1 619 791
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations				
{ incorporelles				
{ corporelles				
{ des titres mis en équivalence				
{ titres de participation				
{ autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	20 106	259 673		279 778
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	20 106	259 673		279 778
TOTAL GENERAL	1 390 077	571 673	62 181	1 899 569
Dont dotations et reprises				
{ - d'exploitation		259 673	62 181	
{ - financières				
{ - exceptionnelles		312 000		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

CREANCES		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations	23 896 038		23 896 038
	Prêts (1) (2)	39 724		39 724
	Autres immobilisations financières	218	218	
	Clients douteux ou litigieux	20 106		20 106
	Autres créances clients	2 716 752	2 716 752	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	100	100	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 304	35 304	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	515 167	515 167	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	156 997	156 997	
	Charges constatées d'avances	92 159	92 159	
	TOTAL DES CREANCES	27 472 565	3 516 697	23 955 868

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

DETTES		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	1 265	1 265		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	2 888 020	251 779	1 107 908	1 528 333
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	4 000 000		4 000 000	
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 759 773	1 759 773		
	Personnel et comptes rattachés	168 493	168 493		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	320 869	320 869		
	Impôts sur les bénéfices	361 783	361 783		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	20 685	20 685		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	125 124	125 124		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	973 735	973 735		
	TOTAL DES DETTES	10 619 747	3 983 506	5 107 908	1 528 333

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Caution sur emprunt BTP BANQUE :			
- GESTES		100 000	100 000
- CSEEE		800 000	800 000
- GCCP		2 053 000	2 053 000
		2 953 000	2 953 000
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Intérêts dus sur emprunt :			
- à mois d'un an :		108 246	
- de un an à cinq ans :		385 994	
- à plus de cinq ans :		90 780	
Partiellement couvert par un SWAP de taux.		585 020	
Total des engagements financiers (1)		3 538 020	2 953 000
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées		2 953 000	2 953 000

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	13
	Professions intermédiaires	7
	Employés	37
	Ouvriers	
	TOTAL	58

31/12/2024

Total des Charges à payer		770 499
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		7 633
Intérêts courus non échus	6 368	
Agios a payer	1 265	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		448 031
Fournisseurs - factures non parvenues	448 031	
Dettes fiscales et sociales		260 485
Personnel - dettes s/congés à payer	148 719	
Prov. s/primes	16 000	
Organismes sociaux - charges s/congés à payer	75 077	
Prov. s/charges primes	7 520	
Etat - Taxe sur les salaires	13 169	
Autres dettes		54 350
Clients - avoirs a etabli	54 350	

Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		92 159	973 735
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		92 159	973 735

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 053 604	287 795			1 341 398
Excédent ou déficit de l'exercice	287 795	(287 795)	807 452		807 452
Situation nette	1 341 398		807 452		2 148 850
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	22 240 936		1 243 637	2 088 335	21 396 238
Provisions réglementées					
TOTAL	23 582 334		2 051 089	2 088 335	23 545 088

Les augmentations de subventions d'investissement se composent des éléments suivants :

- Subventions CCCA-BTP :
 - Projet E-Maxpé : 100.000 euros,
 - Projet Secur-Maxpé : 110.643 euros,
 - Projet Eco Max : 116.944 euros,
 - Projet Mansart : 96.250 euros,
- Subventions Constructys : 465.976 euros,
- Subventions Région Ile-de-France : 37.445 euros,
- Subventions équipement affectation solde de taxe apprentissage : 316.378 euros.

Les diminutions correspondent à la reprise de ces subventions au même rythme que les investissements et frais qu'elles ont financés.